



Comment nourrir tous les humains sans détruire la planète



Pour nourrir la population mondiale, il faudrait augmenter les rendements agricoles, mais ces pratiques pèsent sur l'environnement.

ARCHIVES KEY

► L'Organisation des Nations unies (ONU) tente de résoudre

le dilemme entre protection du climat et lutte contre la faim dans le monde.

► Un sommet prévu à cet effet n'aboutira pratiquement à rien, critiquent les ONG et les chercheurs, car l'influence des grandes entre-

prises est trop importante.

Selon l'ONU, 815 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde. La population croissante dans l'hémisphère sud nécessite de plus en plus de nourriture. Il faut donc augmenter les rendements agricoles, par exemple en utilisant plus d'engrais et de pesticides, ou en gagnant de nouvelles terres arables par le défrichage des forêts.

Mais ces pratiques pèsent sur l'environnement et sur le

climat, qui se dérègle et entraîne à son tour des sécheresses et des famines, comme c'est actuellement le cas à Madagascar.

Sommet de l'ONU

Quelle forme doivent prendre l'agriculture et la nutrition pour assurer à la fois la lutte contre la pauvreté et la faim, mais aussi la protection de la biodiversité et du climat? Selon le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, une modification des sys-



tèmes alimentaires mondiaux est nécessaire.

En collaboration avec le Forum économique mondial (WEF), les Nations unies organisent donc le quatrième grand sommet sur le système alimentaire à New York en septembre. Celui-ci doit apporter des réponses à la question de savoir comment nourrir la population mondiale croissante, même dans les conditions du changement climatique. En préparation du sommet, un présommet s'est déroulé dernièrement à Rome (26 au 28 juillet).

Protestations contre le sommet

Des ONG comme Public Eye et Swissaid critiquent le sommet. Pour elles, les grandes entreprises de l'agro-alimentaire ont trop d'influence

et prennent de plus en plus de place dans les processus de l'ONU.

«L'ONU perd sa légitimité», déclare Simon Degelo, responsable des semences et de la biodiversité chez Swissaid. «Il est inquiétant de constater que les agences des Nations unies remettent en grande partie le processus de résolution des problèmes actuellement rencontrés par l'alimentation mondiale entre les mains des entreprises qui ont contribué à les provoquer.»

Le sommet fait donc face à une opposition mondiale. Des scientifiques suisses se sont également joints au boycott, et des politiciens et politiciennes posent des questions critiques au gouvernement suisse.

«De manière générale, refuser la discussion ne fait pas avancer le schmilblic», déclare Patrick Dümmler, du think tank économique Avenir Suisse. «Il faut échanger pour examiner un problème sous différents angles et trouver ensemble des solutions qui impliquent tous les acteurs concernés.»

Certes, Patrick Dümmler ne peut pas évaluer l'influence exacte des grandes entreprises sur le sommet de l'ONU, comme il le dit lui-même. Mais «le fait que cette accusation globale émane de nombreuses ONG ne [le] surprend pas. Il semble qu'elles aient toujours besoin d'adversaires ayant une image négative, car cela sert leur propre légitimité.»

Le président du Conseil national (la Chambre basse du Parlement) et expert en politique étrangère Andreas Aebi, de l'Union démocratique du centre (UDC), voit les choses de manière plus différenciée: «Un sommet de l'ONU peut apporter une contribution importante à la recherche d'une solution. D'après mon expérience d'expert en politique étrangère, il est toujours utile que les acteurs échangent leurs points de vue et débattent ensemble des solutions possibles.» En fin de compte, ce sont toutefois les acteurs nationaux qui doivent mettre en œuvre les objectifs et les décisions d'un sommet. «Il me semble essentiel que tous les acteurs participent sur un pied d'égalité.»

SIBILLA BONDOLFI,
Swissinfo